

*Les études culturelles
pour penser le communautarisme en France
depuis le début des années 1990*

Marie-Cécile Naves *

Centre interdisciplinaire de recherche comparative en Sciences sociales (CIR, Paris)

Le communautarisme, né dans les pays anglo-saxons il y a trente ans, suscite certaines inquiétudes en France depuis une quinzaine d'années, sans que l'on sache toujours quels sont les ressorts de cette idéologie. Les représentations, les pratiques quotidiennes et le rapport à l'espace public que les "minorités" ethniques et religieuses mobilisent pour créer des ressources collectives méritent d'être questionnés à partir du point de vue de ces populations. Les "études culturelles" peuvent dès lors s'avérer un outil pertinent pour comprendre comment la dimension politique de la culture est devenue un enjeu crucial des démocraties occidentales.

Le 13 septembre 2006, à l'occasion d'une table ronde sur le thème du « choc des civilisations » organisée à Paris, le Président Chirac s'est fait l'adversaire de ce qu'il a appelé le « divorce entre les cultures : Occident contre Islam, laïques contre religieux, Nord contre Sud, riches contre pauvres ». Depuis quelques années, médias, hommes politiques, "experts" ou leaders associatifs ont fait de la culture le centre des défis qui touchent – ou sont susceptibles de toucher dans un avenir proche –, les démocraties contemporaines. Plutôt que de céder aux facilités du débat public, souvent décriées en sciences sociales, il s'agit pour le chercheur, d'une part, de comprendre les inquiétudes qui s'y expriment et, de l'autre, d'analyser de quoi celles-ci sont les symptômes. En effet, le débat public témoigne d'une demande sociale d'explications, d'interprétations de la situation. Réfléchir aux enjeux qui se posent aujourd'hui à la société occidentale suppose donc, au moins, de ne pas laisser les questions culturelles de côté et invite même à en faire un prisme d'analyse important.

La célèbre thèse du « *clash of civilizations* » développée en 1993 par Samuel P. Huntington avait valeur de prophétie tant elle réunissait les conditions d'une prévision quasi apocalyptique : selon l'intellectuel néoconservateur américain, avec la chute du mur de Berlin, la nouvelle menace qui plane

* m.naves@iccr-international.org

sur l'Occident n'est plus le communisme, mais la montée en puissance des civilisations musulmane et confucéenne. Prophétie en partie réalisée, du moins aux yeux de certains, le 11 septembre 2001. Dans les jours qui ont suivi les attentats contre le World Trade Center, George W. Bush a formulé la nécessité d'un combat des forces du Bien contre les forces du Mal, officialisant ainsi le grand malentendu entre l'Orient et l'Occident : le manichéisme culturel était devenu un ressort de politique internationale. Or certains, comme la journaliste Anne Nivat, ont montré comment c'est justement l'opposition des cultures, par les raccourcis, les préjugés et la puissance des relais médiatiques, qui génère les malentendus et la haine ¹.

Avec la fin de la Guerre froide, la culture est, par sa dimension politique, bel et bien devenue un défi majeur pour les sociétés occidentales : c'est au début des années 1990 que les débats anglo-saxons sur le multiculturalisme et le communautarisme se sont diffusés dans les pays industrialisés, notamment en France. L'Occident s'est vu confronté à de nouveaux questionnements relatifs à son identité, et donc à des ennemis potentiels représentés, non plus par le communisme, mais par des revendications identitaires de toutes sortes.

Si l'on tente de donner une définition au multiculturalisme, on peut dire qu'il consiste en un refus de l'assimilation des minorités – noire, hispanique, musulmane, homosexuelle... – dans la société occidentale dont les principes de liberté et d'égalité sont jugés par lui discriminants à l'encontre de ces minorités parce qu'ils sont accusés de valoriser la culture et les valeurs "blanches", chrétiennes, démocratiques, capitalistes... et donc d'imposer ces dernières comme modèle, sous couvert d'universalisme. Pour les communautaristes, il s'agirait en outre, pour chacun, de mettre en valeur ses origines afin d'être défini et même reconnu, dans l'espace public, comme étant issu d'une minorité et non comme appartenant, de manière indifférenciée, à la société occidentale.

Devenus aujourd'hui des enjeux importants pour les sciences sociales, en France, en Europe et en Occident de manière générale, ces idées sont nées et se sont développées dans les années 1970 dans la continuité des mouvements civiques des Noirs, dont les revendications sont issues de la lutte contre le racisme et les ségrégations raciales au sein de la société américaine. La reconnaissance des différences est depuis devenue, pour certains, un sujet de lutte et même un objectif global de société. Au-delà du combat contre le racisme, elle défend l'accès à l'espace public et à la participation politique – ou citoyenne – aussi égal que possible aux différentes "races", "ethnies", cultures et religions d'une société. La discrimination positive – dont les quotas portant sur l'accès des personnes aux ressources peuvent être un élément – figure parmi les moyens possibles

¹ Nivat, Anne, 2006. *Islamistes : comment ils nous voient*. Paris : Fayard.

pour atteindre cet objectif ¹. Les adversaires de cette idéologie dénoncent la menace qu'elle fait selon eux peser sur le "vivre ensemble". En France, par exemple, depuis la Révolution et l'instauration de la République, l'idée que seul l'individu est porteur de droits domine et oriente la plupart des politiques publiques locales et nationales. La conception française universaliste de l'égalité et la peur d'une ethnicisation des relations sociales, voire d'une ghettoïsation de la société – avec les États-Unis comme miroir négatif – domine. Elle se fonde en particulier sur le risque d'essentialisme qui est inhérent au fait de poser l'existence de cultures *a priori*. Il est vrai que, depuis 30 ans, le communautarisme anglo-saxon, qui insiste sur les appartenances communautaires pour définir les individus, présuppose une approche normative de la culture. Or dans notre pays, aujourd'hui, si la défense du cadre laïque et républicain n'est plus aussi unanime qu'en 1990, l'absence de véritable débat politique sur la question de la diversité culturelle ne cesse d'encourager le manichéisme entre les partisans et les opposants du communautarisme.

Comme on l'a dit, les revendications identitaires collectives sont empreintes d'une forte dimension politique. Et l'un des principaux défis que le multiculturalisme pose aux démocraties consiste à éviter à la fois le relativisme culturel et les velléités de domination d'une culture sur une autre. Pour mieux lutter contre le communautarisme qui menace le "vivre-ensemble", il faut en comprendre les ressorts et les fondements ; à cet égard, se contenter de stigmatiser la possibilité d'une guerre des cultures est stérile, de même que se cristalliser sur l'argument qui consiste à reprocher aux États-Unis d'avoir laissé prospérer les revendications communautaires. Cela revient à éviter le problème. Par ailleurs, l'analyse de la société française en termes d'inégalités socio-économiques et territoriales ne suffit peut-être plus. Les cadres de perception de la réalité sociale doivent évoluer : au lieu de toujours privilégier une vision *top-down* de la diversité, il pourrait être intéressant d'inverser le regard. L'analyse de discours de migrant(e) s à propos de leur parcours en France, et notamment de leur confrontation avec le racisme, montre en effet à quel point l'analyse de l'"Autre" en termes idéologiques, en particulier marxistes, est désormais insuffisante : d'une part, les victimes de discriminations raciales ou ethniques, bien souvent, ne se réfèrent pas à ces cadres théoriques ; de l'autre, ces derniers sont de plus en plus décrédibilisés auprès de décideurs politiques et économiques depuis la chute du mur de Berlin et les débats récents sur la laïcité. Sans se l'avouer, ces derniers se sont situés sur le terrain des pratiques quotidiennes des jeunes filles musulmanes et de leurs familles, que ce soit dans leur rapport à la pratique religieuse, à l'école, à la culture républicaine, aux activités de sport et de loisirs ou dans les relations entre hommes et femmes. De fait,

¹ Pour plus de précisions sur ce courant de pensée anglo-saxon et ses adversaires, nous renvoyons à Berten, André ; Da Silveira, Pablo ; Pourtois, Hervé (dir.), 1997. *Libéraux et communautariens*. Paris : PUF.

pour les membres des cultures et religions minoritaires qui se sentent exclus, stigmatisés ou dominés dans la société française, certaines pratiques quotidiennes peuvent être, inséparablement, une “quête de soi” et une forme de résistance face aux valeurs et aux pouvoirs dominants.

L’appel aux “études culturelles” peut alors permettre à l’observateur de visibiliser la dimension subjective, émancipatoire et résistante, autrement dit politique des cultures dominées, tout en contournant le double piège du relativisme et de la racialisation des relations sociales. En effet, les “études culturelles”, qui se situent à la croisée de plusieurs disciplines universitaires et choix épistémologiques, correspondent à un projet de recherche visant à analyser la signification et les implications sociales et politiques des pratiques et des expériences individuelles et collectives de la vie quotidienne. Elles ont cherché à analyser comment, dans le contexte du *late capitalism*, les pratiques culturelles ont subi l’influence de la mondialisation économique ou des médias mais aussi, inversement, comment les pratiques populaires, les styles de vie, de plus en plus traversés par les enjeux ethniques ou les enjeux de genre, aident les individus et les groupes à construire leur identité et à résister aux idéologies et aux cultures dominantes. La montée de l’individualisme, la multiplication des choix de styles de vie et le développement de la consommation et du loisir comme modes d’existence, comme modes d’expression et comme marqueurs de la postmodernité, depuis les années 1980¹, font des “études culturelles” un outil d’analyse social particulièrement pertinent du problème communautariste. Il existe des combinaisons infinies de “je” et de “nous” dans ce qu’on pourrait qualifier de marché identitaire de la société postmoderne : quelles que soient leur origine, leur culture ou leur religion, les hommes et les femmes des sociétés démocratiques se situent entre uniformisation – notamment l’adhésion aux valeurs démocratiques et capitalistes – et différenciation, en particulier lorsqu’ils utilisent, entretiennent et réinventent leurs traditions. Car il y a paradoxalement une dimension collective que la “fin des grands récits” n’a pas réussi à balayer, voire à recréer.

Pour résister au racisme², pour s’intégrer dans la société sans perdre ses repères familiaux, traditionnels ou religieux, il faut s’inventer une identité collective et, pour ce faire, créer une communauté sur laquelle s’appuyer, mais qui ne soit pas nécessairement un lieu de repli identitaire, coupé du reste de la société. Les individus des cultures marginales, dominées, voire stigmatisées se construisent ainsi des appartenances plurielles. C’est tout particulièrement vrai pour la jeunesse, qui doit jongler entre deux identités, entre deux appartenances, et qui est contrainte de s’inventer ses propres normes de rapport à autrui et d’existence dans l’espace public,

¹ Lipovetsky, Gilles, 1983. *L’ère du vide. Essai sur l’individualisme contemporain*. Paris : Gallimard.

² Centre for Contemporary Cultural Studies, 1982. *The Empire Strikes Back : Race and Racism in 70s Britain*. Londres : Hutchinson.

notamment à l'école. Certains codes, en partie hérités, en partie inventés, deviennent une ressource, positive ou négative, pour exister dans la société sécularisée, démocratique et capitaliste. La dimension du genre croise notamment la difficulté d'exister en tant que fils (fille) ou petit-fils (petite-fille) d'immigré dans les banlieues des grandes villes françaises. Stéphanie Rubi, par exemple, a montré comment les valeurs masculines constituaient une norme de présentation de soi, y compris pour les filles, dans l'espace public au sein de certaines banlieues défavorisées¹. Investissement de certains lieux, langage, goûts et comportements régis par des règles partagées² sont convoqués pour résister mais aussi pour s'adapter : la dimension politique des pratiques quotidiennes semble évidente, quoiqu'elle ne constitue pas forcément un relais vers une mobilisation collective contre les normes dominantes ou contre l'ordre établi.

Ainsi, selon la chercheuse Isabelle Rigoni, les médias communautaires, qui se sont créés en marge des puissants groupes de communication, ont, depuis les années 1970, rencontré un vif succès en Europe, notamment en Grande-Bretagne, auprès de nombreux musulmans. L'utilisation des outils technologiques pour diffuser des programmes relatifs à la culture arabo-musulmane aurait contribué à renforcer le sentiment communautaire, à créer un espace culturel spécifique au sein même du Royaume-Uni – même s'il s'agit de rester prudent sur les liens créés par les NTIC –, parfois inaccessible aux populations ne parlant pas l'arabe ou l'ourdou. Ces médias, qui permettent un accès à d'autres contenus culturels que ceux de la culture britannique et occidentale, viseraient aussi à apporter un regard sur le monde et l'actualité différent de celui diffusé par les médias "dominants", et à encourager une solidarité intra-communautaire que les dispositifs nationaux ne sont pas en mesure de fournir. Mais loin d'un repli sur les origines, il s'agit ici plutôt de la valorisation d'une double appartenance. Une autre illustration est fournie par le développement récent, outre-Manche, du féminisme musulman qui fait de la religion moins un moyen de consolider une appartenance à une culture qu'un désir, pour certaines musulmanes occidentales, d'affirmer une identité plurielle.

Par ailleurs, faire de la diversité culturelle, comme c'est de plus en plus le cas depuis quelques années, un cadre d'analyse privilégié du racisme, du combat contre les discriminations raciales et religieuses et de la lutte contre les inégalités implique, aujourd'hui, de prendre davantage en compte la pluralité des récits historiques et des expériences culturelles et religieuses. La gestion de la diversité renvoie en effet à des demandes requérant des réponses, parfois complexes, en matière de respect et de reconnaissance. Les agendas politiques et les débats publics français n'ont toutefois cessé d'évoluer depuis une quinzaine d'années, ce qui se

¹ Rubi, Stéphanie, 2005. *Les "crapuleuses", ces adolescentes déviantes*. Paris : PUF.

² Lapoutre, David, 1997. *Cœur de banlieue. Codes, rites et langage*. Paris : Odile Jacob.

traduit dans des politiques publiques qui font davantage preuve de pragmatisme et qui cherchent en particulier à améliorer la gestion et la promotion de la diversité culturelle, celle-ci étant devenue un enjeu crucial de démocratie locale. Partir des expériences, des récits et des pratiques des populations issues de cultures minoritaires, marginalisées ou stigmatisées, qui sont de plus en plus relayés par des acteurs de la société civile, en particulier par les associations, pourrait alors être très utile aux pouvoirs publics. Cela leur permettrait de prendre acte de la complexité de la situation de ces populations dont les opinions et les représentations ne se résument pas à une opposition entre ceux qui acceptent la modernité, l'individualisme et la laïcité et ceux qui les rejettent.

Les communautariens ont dénoncé l'existence, en Occident, de ce qu'ils estiment être une culture dominante. Que l'on définisse la culture comme un mode d'existence, un ensemble de traditions ou un contenu culturel, elle apparaît souvent comme une ressource commune pour résister ou au contraire s'adapter aux normes et aux mécanismes de pouvoir dans la société. L'approche ethnographique, l'utilisation de récits de vie et l'analyse de discours peuvent être des outils pertinents pour comprendre comment la culture est un outil politique potentiellement très important aujourd'hui. Il faut cependant veiller à ne pas faire du témoignage une vérité scientifique ; il s'agit bien plutôt de l'utiliser comme un moyen de comprendre comment et pourquoi l'héritage ou l'invention d'une culture commune permettent de faire face aux normes et au pouvoir dominants ou au contraire de se les approprier. On peut donc, à partir de la perspective des "études culturelles", s'interroger sur la dimension politique du communautarisme. La mise en place d'un cadre d'analyse des identités et des représentations culturelles, qu'on se place sur un plan individuel ou collectif, peut, à terme, inviter la culture dominante – occidentale, blanche, chrétienne – à s'ouvrir au point de vue des "anormaux", ou de ce que nous appelons les minorités, et donc, en leur permettant d'expérimenter de nouvelles subjectivités, de moins rejeter ce qui n'est pas "comme elle". L'enjeu est en particulier de faire évoluer les représentations dominantes à l'égard des personnes issues de l'immigration et, plus généralement, des cultures minoritaires dans l'espace public, et inversement. Il s'agit là d'une condition essentielle pour une construction sociale harmonieuse.
